RCS : LILLE METROPOLE
Code greffe : 5910

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de LILLE METROPOLE atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2009 B 00809
Numéro SIREN : 316 112 333
Nom ou dénomination : FEL INVESTISSEMENTS

Ce dépôt a été enregistré le 06/10/2016 sous le numéro de dépôt 15545

GREFFE DU TRIBUNAL DE COMMERCE DE LILLE MÉTROPOLE
445 boulevard Gambetta
CS 60455
59338 Tourcoing Cedex

FIDAL (JFB/AH)
Immeuble Crystal
ZAC Euralille Romarin
59777 Euralille

RECEPISSE DE DEPOT D'ACTES

Dénomination : FEL INVESTISSEMENTS

Numéro RCS : 316 112 333

Forme Juridique : Société anonyme à directoire et conseil de surveillance

Numéro Gestion : 2009B00809

Adresse : 9023 rue Ampere ZI de la Houssoye
CS 60023
59932 La Chapelle d'Armentieres

Numéro du Dépôt : 2016R015545 (2016 15576)

Date du dépôt : 06/10/2016

---

1 - Type d'acte : Procès-verbal du directoire
Date de l'acte : 16/09/2016

1 - Décision : Réduction du capital social réalisation suite à décision du 25.07.2016

2 - Décision : Modification(s) statutaire(s)

---

2 - Type d'acte : Statuts mis à jour
Date de l'acte : 16/09/2016

Délivré à Lille Métropole le 11 octobre 2016

Le Greffier,



06 OCT. 2016

2016A20 1534

POUR COPIE CONFORME
Le Président du Directoire

F.E.L. INVESTISSEMENTS

Société anonyme à Directoire et Conseil de surveillance au capital de 1.901.430 euros
Siège social : 9023, rue André Ampère
ZI de la Houssoye 59932 La Chapelle d'Armentières Cedex
316 112 333 RCS LILLE METROPOLE

PROCES-VERBAL DE LA REUNION DU DIRECTOIRE

DU 16 SEPTEMBRE 2016

L'an deux mille seize, et le 16 septembre, à 9 heures, les membres du Directoire se sont réunis, au siège social, sur convocation du Président.

Sont présents et ont signé la feuille de présence :

- Monsieur Louis BEAUDEUX, Président,
- Madame Nicole BEAUDEUX-GUILLAIN, Membre du Directoire,

seuls membres du Directoire.

Monsieur Louis BEAUDEUX, Président du Directoire constate que le Directoire réunissant la présence effective de ses deux membres, peut valablement délibérer.

La SARL ECA, Commissaire aux comptes titulaire, régulièrement convoquée, représentée par Monsieur Laurent BAUDOIN, est absente et excusée.

Le Président rappelle que le Directoire est appelé à délibérer sur les questions figurant à l'ordre du jour suivant:

- Achat d'actions de la Société : arrêté du nombre d'actions présentées à l'achat,
- Réduction du capital social par annulation des actions achetées ;
- Modifications corrélatives des statuts ;
- Pouvoirs pour les formalités

* * *

Le Président expose au Directoire que :

1. L'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la Société a décidé, le 25 juillet 2016, une réduction du capital social d'un montant maximum de 456.340 €, par rachat d'au maximum 45.634 actions de la Société, sous la condition suspensive de l'absence d'oppositions ou, en cas d'oppositions, du rejet de celles-ci par le tribunal de commerce

Enregistré à : SERVICE IMPOTS DES ENTREPRISES LILLE OUEST
Le 03/10/2016 Bordereau n°2016/460 Case n°1 Ext 1357
Enregistrement : 500 € Pénalités :
Total liquidé : cinq cents euros
Montant reçu : cinq cents euros
Le Contrôleur des finances publiques

2. La même assemblée générale a donné tous pouvoirs au Directoire à l'effet notamment de :

- Déposer, auprès du greffe du tribunal de commerce de LILLE METROPOLE le procès verbal des décisions de l'assemblée générale extraordinaire ;
- Constater l'absence d'opposition des créanciers ou en cas d'oppositions, le rejet de celles-ci par le tribunal de commerce ;
- Constater le caractère définitif de la réduction de capital social ;
- Fixer les modalités de l'opération de rachat des actions dans les limites fixées par l'assemblée générale extraordinaire ;
- Examiner les offres de rachat reçues ;
- Réduire, le cas échéant, le nombre d'actions à racheter, par actionnaire, dans le cas où les offres présentées excédent le seuil global décidé par l'assemblée générale extraordinaire ;
- Annuler les actions rachetées ;
- Constater la réalisation définitive de la réduction du capital ;
- Modifier corrélativement les articles 6 et 7 des statuts ;
- Et de manière générale, passer et signer tous actes qui en seraient le préalable, la suite ou la conséquence et faire tout ce qui sera utile et nécessaire pour rendre l'opération de réduction de capital définitive et opposable aux tiers.

3. Le procès-verbal de ladite assemblée a été déposé au greffe du tribunal de commerce de LILLE METROPOLE le 28 juillet 2016 étant précisé que ce dépôt a fait courir le délai légal d'opposition d'une durée de vingt jours et que la Société n'a fait l'objet d'aucune opposition, comme l'atteste le certificat de non opposition établi, par le greffe du tribunal de commerce le 1er septembre 2016 ;

4. En date du 19 aout 2016, le Directoire a constaté le caractère définitif de la réduction de capital et a fixé, conformément aux termes de l'assemblée générale extraordinaire du 25 juillet 2016, les modalités du rachat d'actions ;

5. Le prix de rachat de chaque action a été fixé à la somme de 21 € ;

6. Une offre d'achat d'actions a, par suite, été notifiée, par lettre recommandée avec avis de réception, à chacun des actionnaires de la Société, le 22 aout 2016, fixant le délai de demande de rachat d'actions à 20 jours à compter de la date de la réception de l'offre d'achat ;

7. Le Directoire a reçu les demandes de rachats d'actions de chacun des actionnaires, pour un montant nominal global de 451.430 € et une valeur globale d'achat de 948.003 €, réparties de la manière suivante :

Actionnaire	**Nombre d'actions dont le rachat est demandé**	**Prix global (€)**
Edouard BEAUDEUX	13.725	288.225
Henry BEAUDEUX	13.629	286.209
Nicole BEAUDEUX	13.629	286.209
Philippe GUILLAIN	4.160	87.360
TOTAL	**45.143**	**948.003**

Le Président offre, ensuite, la parole à l'autre membre du Directoire.

Toutes explications sont données en réponse aux questions posées. Plus personne ne demandant la parole, le Président met aux vote les résolutions suivantes figurant à l'ordre du jour.

* *

PREMIERE DECISION – Rachat d'actions

Le Directoire après avoir pris connaissance des demandes de rachat d'actions formulées par chacun des actionnaires de la Société à la suite de l'offre d'achat qui leur a été notifiée, conformément aux décisions de l'assemblée générale extraordinaire du 25 juillet 2016, **CONSTATE** que le montant global de rachat d'actions souhaité est inférieur à celui fixé par ladite assemblée générale extraordinaire de la Société.

En conséquence, le Président **ARRETE** à 45.143 actions le nombre d'actions rachetées, ainsi que la liste des actionnaires dont les actions sont rachetées, à savoir :

Identité de l'actionnaire	Nombre d'actions rachetées	Valeur nominale (10 € / action) (€)	Valeur de rachat (21 € / action) (€)
Edouard BEAUDEUX	13.725	137.250	288.225
Henry BEAUDEUX	13.629	136.290	286.209
Nicole BEAUDEUX	13.629	136.290	286.209
Philippe GUILLAIN	4.160	41.600	87.360
TOTAL	**45.143**	**451.430**	**948.003**

DEUXIEME DECISION – Réduction du capital social par voie d'annulation d'actions

Le Directoire **DECIDE** de réduire le capital social de 451.430 € par voie de rachat et d'annulation de 45.143 actions de 10 € de valeur nominale chacune.

Il **DECIDE** d'imputer la différence entre le prix de rachat global des actions rachetées et la valeur nominale de ces actions, soit une somme d'un montant de 496.573 €, sur le compte « Autres Réserves » qui se trouve, ainsi, ramené de la somme de 565.282 € à la somme de 68.709 €.

TROISIEME DECISION – Modifications corrélatives des statuts

En conséquence des décisions qui précédent, le Directoire **DECIDE** de modifier les articles 6 « Formation du capital » et 7 « Capital social » des statuts qui sont désormais rédigés ainsi qu'il suit :

Article 6 – Formation du capital

Il est ajouté un paragraphe ainsi libellé :

« Aux termes des délibérations de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires en date du 25 juillet 2016 et des décisions subséquentes du Directoire, le capital social a été réduit d'un montant de 451.430 €, par voie de rachat et d'annulation de 45.143 actions »

Article 7 – Capital social

L'article est désormais libellé comme suit :

« Le capital social est fixé à la somme d'UN MILLION QUATRE CENT CINQUANTE MILLE (1.450.000) €UROS, divisé en CENT QUARANTE CINQ MILLE (145.000) actions de DIX (10) €UROS de nominal chacune, toutes de même catégorie ».

QUATRIEME DECISION – Pouvoirs pour les formalités

Le Directoire donne tous pouvoirs au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait de procès-verbal des présentes décisions à l'effet d'effectuer les formalités consécutives aux décisions qui précèdent.

-o-o-o-

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée. Il a été dressé le présent procès-verbal qui, après lecture, a été signé par le Président et un membre du Directoire.

Le Président
Louis BEAUDEUX

Un membre du Directoire
Nicole BEAUDEUX

POUR COPIE CONFORME
Le Président du Directoire

F.E.L. INVESTISSEMENTS
Société anonyme à Directoire et Conseil de surveillance au capital de 1.901.430 euros
Siège social : 9023, rue André Ampère
ZI de la Houssoye 59932 La Chapelle d'Armentières Cedex
316 112 333 RCS LILLE METROPOLE

PROCES-VERBAL DE LA REUNION DU DIRECTOIRE

DU VENDREDI 19 AOUT 2016

L'an deux mille seize, et le dix-neuf août, à neuf heures, les membres du Directoire se sont réunis, au siège social, sur convocation du Président.

Sont présents et ont signé la feuille de présence :

- Monsieur Louis BEAUDEUX, Président,
- Madame Nicole BEAUDEUX-GUILLAIN, Membre du Directoire,

seuls membres du Directoire.

Monsieur Louis BEAUDEUX, Président du Directoire constate que le Directoire réunissant la présence effective de ses deux membres, peut valablement délibérer.

Le Président rappelle que le Directoire est appelé à délibérer sur les questions figurant à l'ordre du jour suivant:

- Constatation de l'absence d'opposition et en conséquence,
- Constatation du caractère définitif de la réduction de capital ;
- Modalités de l'opération de rachat

* * *

Le Président expose au Directoire que l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la Société a décidé, le 25 juillet 2016, une réduction du capital social d'un montant maximum de 456.340 €, par rachat d'au maximum 45.634 actions de la Société, sous la condition suspensive de l'absence d'oppositions ou, en cas d'oppositions, du rejet de celles-ci par le tribunal de commerce.

La même assemblée générale a donné tous pouvoirs au Directoire à l'effet notamment de :

- Déposer, auprès du greffe du tribunal de commerce de LILLE METROPOLE le présent procès verbal des décisions de l'assemblée générale extraordinaire ;
- Constater l'absence d'opposition des créanciers ou en cas d'oppositions, le rejet de celles-ci par le tribunal de commerce ;
- Constater le caractère définitif de la réduction de capital social ;
- Fixer les modalités de l'opération de rachat des actions dans les limites fixées aux résolutions précédentes ;
- Examiner les offres de rachat reçues ;
- Réduire, le cas échéant, le nombre d'actions à racheter, par actionnaire, dans le cas où les offres présentées excédent le seuil global décidé par l'assemblée générale extraordinaire ;
- Annuler les actions rachetées ;
- Constater la réalisation définitive de la réduction du capital ;
- Modifier corrélativement les articles 6 et 7 des statuts ;
- Et de manière générale, passer et signer tous actes qui en seraient le préalable, la suite ou la conséquence et faire tout ce qui sera utile et nécessaire pour rendre l'opération de réduction de capital définitive et opposable aux tiers.

Le procès-verbal de ladite assemblée a été déposé au greffe du tribunal de commerce de LILLE METROPOLE le 28 juillet 2016 étant précisé que ce dépôt a fait courir le délai légal d'opposition d'une durée de vingt jours.

Depuis ce dépôt, la Société n'a fait l'objet d'aucune opposition, comme l'atteste le certificat délivré par le greffe du tribunal de commerce de LILLE METROPOLE ;

Ainsi, la condition suspensive se trouve réalisée et en conséquence, la décision de réduction du capital est devenue définitive.

En conséquence, les opérations de rachats d'actions peuvent commencer.

* *

Après délibération, le Directoire a pris les décisions suivantes :

PREMIERE DECISION – CONSTATATION DU CARACTERE DEFINITIF DE LA REDUCTION DU CAPITAL SOCIAL

Le Directoire, après avoir rappelé les termes des décisions prises par l'assemblée générale extraordinaire des associés, le 25 juillet 2016 et avoir pris connaissance :

- Du dépôt, le 28 juillet 2016, du procès verbal de ladite assemblée générale auprès du greffe du tribunal de commerce de LILLE METROPOLE ;

- De l'absence d'oppositions formulées par les créanciers dans le délai légal d'opposition, conformément aux dispositions des articles L 225-205 et R 225-152 du code de commerce ;

CONSTATE

- la réalisation de la condition suspensive prévue par l'assemblée générale extraordinaire du 25 juillet 2016, à savoir l'absence d'oppositions des créanciers de la société ;

- et en conséquence, le caractère définitif de la réduction du capital social, décidée par ladite assemblée générale extraordinaire, d'un montant maximum de 456.340 €, par rachat d'un nombre maximum de 45.634 actions, de 10 € de valeur nominale chacune, jouissance courante lors du rachat au prix de 21 € par action.

DEUXIEME DECISION – MODALITES DU RACHAT D'ACTIONS

Après avoir constaté le caractère définitif de la réduction du capital social décidée par l'assemblée générale extraordinaire le 25 juillet 2016, le Directoire décide d'établir, conformément aux conditions fixées par ladite assemblée générale, une offre de rachat d'actions qui sera adressée, par lettre recommandée, à chaque associé.

Il rappelle, en outre que le délai dont disposeront les associés pour transmettre au Président du Directoire leur demande de rachat d'actions est fixé à vingt (20) jours, à compter de la réception de l'avis.

Il précise, ensuite, que dans l'hypothèse où les actions présentées à l'achat n'atteignent pas le nombre d'actions à acheter, le capital sera réduit à concurrence des actions achetées. Si le nombre d'actions présentées à l'achat excède le nombre des actions à acheter, il sera procédé, pour chaque actionnaire qui s'est porté vendeur, à une réduction proportionnelle au nombre d'actions dont il justifie être détenteur. Le cas échéant, les fractions d'actions qui résulteront de l'application de cette méthode seront totalisées et le nombre entier d'actions ainsi obtenu sera réparti entre les actionnaires vendeurs dont les fractions sont les plus élevées

-o-o-o-

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée. Il a été dressé le présent procès-verbal qui, après lecture, a été signé par le Président et un membre du Directoire.

Le Président
Louis BEAUDEUX

Un membre du Directoire
Nicole BEAUDEUX

POUR COPIE CONFORME
Le Président du Directoire

F.E.L. INVESTISSEMENTS
Société anonyme à Directoire et Conseil de surveillance au capital de 1.901.430 euros
Siège social : 9023 rue André Ampère – Z.I. de la Houssoye – CS 60023
59932 LA CHAPELLE D'ARMENTIERES
316 112 333 RCS LILLE METROPOLE

Procès-verbal des délibérations

de l'assemblée générale extraordinaire du 25 juillet 2016

Réduction du capital social

Le vingt cinq juillet deux mille seize à 8 h 30, les actionnaires se sont réunis en assemblée générale extraordinaire, à l'hôtel « HOLIDAY INN LILLE » situé à Englos (59320) – Impasse de la Bertha, sur convocation du Directoire.

La convocation a été faite par lettre adressée à chaque actionnaire.

Les membres de l'assemblée ont émargé la feuille de présence en entrant en séance.

L'assemblée est présidée par Monsieur Henry BEAUDEUX, Président du Conseil de Surveillance.

Madame Nicole BEAUDEUX et Monsieur Louis BEAUDEUX sont désignés en qualité de scrutateurs.

Le bureau de l'assemblée, ainsi constitué, désigne pour Secrétaire : Edouard Beaudeux

La feuille de présence, certifiée sincère et véritable par le Président permet de constater que les associés présents et représentés possèdent 185.972 actions sur les 190.143 actions émises par la Société, soit au moins le tiers des actions ayant le droit de vote.

Par conséquent, le Président constate que l'assemblée est régulièrement constituée et peut valablement délibérer.

Il précise que les résolutions extraordinaires présentées, devront être adoptées à la majorité des 2/3 des voix dont disposent les actionnaires présents, votant par correspondance ou représentés.

La SARL ECA AUDIT, Co-Commissaire aux comptes titulaire, régulièrement convoquée, représentée par Monsieur Laurent BAUDOIN, est absente excusée

Sont mis à la disposition des actionnaires :

- un exemplaire des statuts de la société,
- la copie des lettres de convocation adressées aux actionnaires,
- la copie de la lettre de convocation adressée sous pli recommandé au Commissaire aux Comptes, accompagnée des avis de réception,
- les pouvoirs des actionnaires représentés,
- la feuille de présence.

Pour être soumis à l'assemblée, sont également déposés :

- le rapport du Directoire à la présente assemblée,
- le rapport du commissaire aux comptes visé à l'article L 225-204 alinéa 2 du code de commerce,
- le texte des projets de résolutions.

Le Président déclare que les actionnaires ont eu la faculté d'exercer, préalablement à la réunion, leur droit de communication, selon les dispositions légales et réglementaires en vigueur.

L'assemblée lui donne acte de ses déclarations.

Le Président rappelle alors l'ordre du jour :

ORDRE DU JOUR

- Réduction du capital social pour un montant maximum, au nominal de 456.340 €, par voie de rachat de 45.634 actions en vue de les annuler ;
- Sous condition suspensive de la réalisation de l'opération : modification corrélative des statuts ;
- Pouvoirs au Directoire pour réaliser l'opération, modifier les statuts en conséquence et accomplir les formalités requises ;
- Pouvoirs pour les formalités et dépôts ;
- Questions diverses.

Le Président donne la parole à Monsieur Louis BEAUDEUX, Président du Directoire, pour la lecture du rapport du Directoire.

Puis le Président donne lecture du rapport du Commissaire aux Comptes.

Enfin, la discussion est ouverte. Personne ne demandant plus la parole, les résolutions suivantes sont successivement mises aux voix :

******

PREMIERE RESOLUTION – REDUCTION DU CAPITAL SOCIAL

L'assemblée générale extraordinaire, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises, connaissance prise du rapport du Directoire et du rapport du commissaire aux comptes visée à l'article L 225-204 alinéa 2 du code de commerce, sous la condition suspensive de l'absence d'oppositions ou en cas d'oppositions, du rejet de celles-ci par le tribunal de commerce, décide de réduire le capital social d'un montant maximum de 456.340 €, pour le ramener de 1.901.430 € à 1.445.090 €, par voie de rachat de 45.634 actions, de 10 € de valeur nominale chacune, jouissance courante lors du rachat, au prix de 21 € par action.

L'excédent du prix global de rachat sur la valeur nominale des titres rachetés, soit une somme globale maximum de 501.974 €, sera imputé sur un compte distribuable de situation nette *(compte de primes ou de réserves distribuables ou encore la fraction de la réserve légale redevenant disponible du fait de la réduction du capital)* ainsi que le cas échéant, sur le compte « Report à nouveau ».

Tous les droits attachés aux actions rachetées, y compris le droit aux bénéfices de l'exercice en cours, s'éteindront au jour du rachat.

Le rachat et l'annulation des titres seront constatés par le Directoire.

Cette résolution, mise aux voix, ayant obtenu :

Voix POUR :
Voix CONTRE : 0
ABSTENTION (valant CONTRE) : 0

est : adoptée

DEUXIEME RESOLUTION – MODALITES DE RACHAT DES ACTIONS

L'assemblée générale extraordinaire, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises, décide que les actionnaires disposeront d'un délai de vingt jours à compter de l'avis d'achat pour transmettre leur demande de rachat au Président du Directoire. Dans tous les cas, les actions seront rachetées à chaque actionnaire dans la limite maximum global de 24 % du capital social, soit un nombre maximum de 45.364 actions achetées globalement par la Société. Si les actions présentées à l'achat n'atteignent pas le nombre d'actions à acheter, le capital sera réduit à concurrence des actions achetées. Si le nombre d'actions présentées à l'achat excède le nombre des actions à acheter, il sera procédé, pour chaque actionnaire qui s'est porté vendeur, à une réduction proportionnelle au nombre d'actions dont il justifie être détenteur. Le cas échéant, les fractions d'actions qui résulteront de l'application de cette méthode seront totalisées et le nombre entier d'actions ainsi obtenu sera réparti entre les actionnaires vendeurs dont les fractions sont les plus élevées.

Cette résolution, mise aux voix, ayant obtenu :

Voix POUR :
Voix CONTRE : 0
ABSTENTION (valant CONTRE) : 0

est : adoptée

TROISIEME RESOLUTION – MODIFICATION CORRELATIVE DES STATUTS

L'assemblée générale, sous la condition suspensive visée à la première résolution, et sous celle de la constatation par le Directoire du rachat et de l'annulation des actions visées à la seconde résolution, confère tous pouvoirs au Directoire à l'effet de modifier les articles 6 *« Formation du capital »* et 7 *« Capital social »* des statuts.

Cette résolution, mise aux voix, ayant obtenu :

Voix POUR :
Voix CONTRE : 0
ABSTENTION (valant CONTRE) : 0

est : adoptée

QUATRIEME RESOLUTION – POUVOIRS AU DIRECTOIRE

L'assemblée générale extraordinaire confère tous pouvoirs au Directoire, à l'effet de :

- Déposer, auprès du greffe du tribunal de commerce de LILLE METROPOLE le présent procès verbal des décisions de l'assemblée générale extraordinaire ;
- Constater l'absence d'opposition des créanciers ou en cas d'oppositions, le rejet de celles-ci par le tribunal de commerce ;
- Constater le caractère définitif de la réduction de capital social ;
- Fixer les modalités de l'opération de rachat des actions dans les limites fixées aux résolutions précédentes ;
- Examiner les offres de rachat reçues ;
- Réduire, le cas échéant, le nombre d'actions à racheter, par actionnaire, dans le cas où les offres présentées excédent le seuil global décidé par l'assemblée générale extraordinaire ;
- Annuler les actions rachetées ;
- Constater la réalisation définitive de la réduction du capital ;
- Modifier corrélativement les articles 6 et 7 des statuts ;
- Et de manière générale, passer et signer tous actes qui en seraient le préalable, la suite ou la conséquence et faire tout ce qui sera utile et nécessaire pour rendre l'opération de réduction de capital définitive et opposable aux tiers.

Cette résolution, mise aux voix, ayant obtenu :

Voix POUR :
Voix CONTRE : 0
ABSTENTION (valant CONTRE) : 0

est : adoptée

CINQUIEME RESOLUTION – POUVOIRS POUR LES FORMALITES ET DEPOTS

Les décisions de la présente assemblée seront publiées conformément à la législation et aux règlements en vigueur. A cet effet, tous pouvoirs sont conférés au président du directoire de la société avec faculté pour lui de déléguer ses pouvoirs.

Cette résolution, mise aux voix, ayant obtenu :

Voix POUR :
Voix CONTRE : 0
ABSTENTION (valant CONTRE) : 0

est : adoptée

CLOTURE

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée et les membres du bureau ont signé le présent procès-verbal.

LE PRESIDENT

LES SCRUTATEURS

LE SECRETAIRE

2016c15345

06 OCT. 2016

F.E.L INVESTISSEMENTS

Société Anonyme à Directoire et Conseil de Surveillance
au capital de 1.450.000 €
Siège social : 9023 rue André Ampère – ZI de la Houssoye
CS 60023 – 59932 LA CHAPELLE D'ARMENTIERES
316 112 333 RCS LILLE METROPOLE

STATUTS

Mis à jour au 16 septembre 2016
(par suite des décisions de l'Assemblée Générale du 25 juillet 2016
et celles du Directoire en date des 19 août 2016 et 16 septembre 2016)

ARTICLE 1er - FORME

Il existe, entre les propriétaires des titres de capital ci-après dénombrés, une société anonyme à directoire et conseil de surveillance régie par les dispositions légales et réglementaires concernant cette forme de société et par les présents statuts.

La Société constituée sous forme de Société à Directoire et Conseil de surveillance, aux termes d'un acte sous seing privé du 22 mars 1979, a adopté la forme anonyme avec Conseil d'administration, suivant décision extraordinaire de la collectivité des actionnaires, en date du 15 décembre 1980.

Aux termes d'une assemblée générale extraordinaire du 16 octobre 2001, la Société a été transformée en Société en nom collectif.

Puis, elle a été, de nouveau, transformée en Société Anonyme à Directoire et Conseil de surveillance suivant la décision des associés lors de l'assemblée générale extraordinaire du 29 mars 2010.

ARTICLE 2 - DENOMINATION

La société est dénommée F.E.L INVESTISSEMENTS.

Les actes et documents émanant de la société et destinés aux tiers doivent indiquer la dénomination sociale, précédée ou suivie immédiatement des mots "société anonyme à directoire et conseil de surveillance" et de l'énonciation du montant du capital social.

ARTICLE 3 - OBJET

La société a pour objet :

- la prise d'intérêt, sous quelque forme que ce soit, et notamment par souscription ou achat de toutes valeurs mobilières, actions, obligations, parts, ou titres cotés ou non coté, dans toutes sociétés ou entreprises constituées ou à constituer sous quelque forme que ce soit,
- l'assistance de ces sociétés et entreprises par la fourniture de services de toute nature, notamment sur le plan administratif, commercial, comptable, marketing, le financement, la gestion, le contrôle, la direction de ces sociétés et entreprises en vue de favoriser leur développement,
- la gestion de toutes participations, et l'activité de conseil aux entreprises en général,
- la réalisation d'opérations d'achat et de vente de tous titres sur les marchés français et étrangers,
- la prise, l'acquisition, l'exploitation directe ou indirecte et la cession de tous procédés, brevets et marques,
- et plus généralement toutes opérations quelconques pouvant contribuer à la réalisation des activités précitées,
- le tout directement ou indirectement, pour son compte ou pour le compte de tiers, soit seule, soit avec des tiers, par voie de création de sociétés nouvelles, d'apport, de commandite, de souscription, d'achat de titres ou de droits sociaux, de fusion, d'alliance, de société en participation ou groupement d'intérêt économique ou de dation en location ou en gérance de tous biens ou droits,
- et généralement toutes opérations financières, commerciales, industrielles, immobilières et mobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'un des objets ci-dessus ou à tout objet similaire ou connexe ou de nature à favoriser le développement du patrimoine social.

Elle peut réaliser toutes les opérations qui sont compatibles avec cet objet, s'y rapportent et contribuent à sa réalisation.

ARTICLE 4 - SIEGE

Le siège de la société est fixé à LA CHAPELLE D'ARMENTIERES (59932) – 9023 rue André Ampère, ZI de la Houssoye– CS 60023.

ARTICLE 5 - DUREE

La durée de la société est de 99 années, à compter de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés, sauf les cas de dissolution anticipée ou de prorogation décidée par l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires.

ARTICLE 6 – FORMATION DU CAPITAL

Les actions d'origine formant le capital initial représentent des apports de numéraire ainsi qu'il résulte de la déclaration de versement reçue par Maître DELEPLANQUE, Notaire à LILLE le 21 Mars 1979, pour une somme de 15.244,90 € (100.000 F).

Par décision de l'assemblée générale extraordinaire du 15 décembre 1980, le capital social a été augmenté de 34.301,03 € (225.000 F) au moyen de l'incorporation à ce capital de pareille somme prélevée sur les réserves.

Par délibération de l'assemblée générale extraordinaire du 25 juin 1981, le capital social a été augmenté de 351.776,11 € (2.307.500 F), au moyen de l'incorporation à ce capital de pareille somme prélevée sur les réserves.

Par délibération de l'assemblée générale extraordinaire du 29 juin 1982, le capital social a été augmenté de 891.826,75 € (5.850.000 F) au moyen de l'incorporation à ce capital de pareille somme prélevée sur les réserves.

Lors de la fusion-absorption de la société CHAUFFAGE SANITAIRE DU NORD (C.S.N), filiale à 100 %, il n'a pas été établi de rapport d'échange, et il n'y a pas eu émission d'actions nouvelles ni augmentation de capital, conformément aux dispositions de l'article 3781 de la loi du 24 Juillet 1966.

Lors de la fusion-absorption de la société GEPHIM, filiale à 100 %, il n'a pas été établi de rapport d'échange, et il n'y a pas eu émission d'actions nouvelles ni augmentation de capital, conformément aux dispositions de l' article 378-1 de la loi du 24 Juillet 1966.

Aux termes du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire du 18 Décembre 2000, le capital a été converti en euros puis porté à 1.300.000 Euros par incorporation d'une somme de 6.851,22 € prélevée sur les réserves.

Le 29 mars 2010, il a été procédé à la fusion-absorption de la société FEL INVESTISSEMENTS (la société mère de la Société) par laSociété. Cette fusion-absorption s'est traduite par une augmentation du capital social de 1.870.900 euros puis une réduction dudit capital de 1.300.000 euros (pour annulation de ses propres actions) pour être ramené à un montant de 1.870.900 euros.

Aux termes d'une délibération de l'assemblée générale extraordinaire du 28 septembre 2011, le capital social a été augmenté de 30.530 (TRENTE MILLE CINQ CENT TRENTE) euros par apport effectué, par Monsieur Henry BEAUDEUX, de 4.577 actions de la société ENTREPRISE BEAUDEUX ET FILS.

En contrepartie de cet apport, il a été attribué à Monsieur Henry BEAUDEUX, 3.053 nouvelles actions de 10 € de valeur nominale chacune, entièrement libérées.

Aux termes des délibérations de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires en date du 25 juillet 2016 et des décisions subséquentes du Directoire, le capital social a été réduit d'un montant de 451.430 €, par voie de rachat et d'annulation de45.143 actions.

ARTICLE 7 - CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à la somme d'UN MILLION QUATRE CENT CINQUANTE MILLE (1.450.000) €UROS, divisé en CENT QUARANTE CINQ MILLE (145.000) actions de DIX (10) €UROS de nominal chacune, toutes de même catégorie

ARTICLE 8 - AVANTAGES PARTICULIERS – ACTIONS DE PREFERENCE

Les présents statuts ne stipulent aucun avantage particulier au profit de personnes associées ou non.

La société peut créer des actions de préférence, avec ou sans droit de vote, assorties de droits particuliers de toute nature, à titre temporaire ou permanent.

Les actions de préférence sans droit de vote ne peuvent représenter plus de la moitié du capital social.

Lorsque ces actions sont émises au profit d'un ou plusieurs actionnaires nommément désignés, leur création donne lieu à l'application de la procédure des avantages particuliers.

Les actions de préférence peuvent être rachetées ou converties en actions ordinaires ou en actions de préférence d'une autre catégorie, dans les conditions fixées par la loi.

En cas de modification ou d'amortissement du capital, l'assemblée générale extraordinaire détermine les incidences de ces opérations sur les droits des porteurs d'actions de préférence.

ARTICLE 9 - AUGMENTATION DU CAPITAL

Le capital social peut être augmenté soit par émission d'actions ordinaires ou d'actions de préférence, soit par majoration du montant nominal des titres de capital existants. Il peut également être augmenté par l'exercice de droits attachés à des valeurs mobilières ou d'options donnant accès au capital.

L'assemblée générale extraordinaire est compétente pour décider une augmentation du capital. Elle peut déléguer cette compétence au directoire dans les conditions et limites prévues par la loi. Lorsqu'elle décide l'augmentation de capital, elle peut aussi déléguer au directoire le pouvoir de fixer les modalités de l'émission des titres.

Les actions comportent un droit préférentiel de souscription aux actions de numéraire émises pour réaliser une augmentation de capital.

La transmission du droit de souscription est soumise aux dispositions prévues par les présents statuts pour la transmission des actions elles-mêmes. L'assemblée générale extraordinaire peut supprimer le droit préférentiel de souscription des actionnaires dans les conditions fixées par la loi.

En cas d'augmentation de capital par apport en nature, un ou plusieurs commissaires aux apports sont désignés par décision de justice.

En cas d'incorporation de réserves, bénéfices ou primes d'émission, l'assemblée générale extraordinaire statue aux conditions de quorum et de majorité prévues pour les assemblées générales ordinaires.

Les augmentations du capital sont réalisées nonobstant l'existence de "rompus".

Dans le silence de la convention des parties, les droits respectifs de l'usufruitier et du nu-propriétaire de titres de capital auxquels est attaché un droit préférentiel de souscription s'exercent conformément aux dispositions en vigueur.

ARTICLE 10 - AMORTISSEMENT ET REDUCTION DU CAPITAL

Le capital peut être amorti par une décision de l'assemblée générale extraordinaire, au moyen des sommes distribuables au sens de la loi.

Le capital peut également être réduit pour cause de pertes ou par voie de remboursement, de rachat ou de conversion de titres de capital.

La réduction du capital est autorisée ou décidée par l'assemblée générale extraordinaire. Elle s'opère, soit par voie de réduction de la valeur nominale des titres, soit par réduction de leur nombre, auquel cas les actionnaires sont tenus de céder ou d'acheter les titres qu'ils ont en trop ou en moins, pour permettre l'échange des titres anciens contre les titres nouveaux. En aucun cas, la réduction du capital ne peut porter atteinte à l'égalité des actionnaires.

ARTICLE 11 - LIBERATION DES ACTIONS DE NUMERAIRE

Lorsque les actions de numéraire sont libérées partiellement à la souscription, le solde est versé, sauf disposition particulière, en une ou plusieurs fois, dans un délai maximum de cinq ans sur appels du directoire aux époques et conditions qu'il fixe.

Les titulaires d'actions non libérées, les cessionnaires précédents et les souscripteurs sont solidairement tenus de la libération du montant des actions ; toutefois le souscripteur ou l'actionnaire qui cède ses titres cesse, deux ans après le virement des actions de son compte à celui du cessionnaire, d'être responsable des versements non encore appelés.

A défaut de libération des actions à l'expiration du délai fixé par le directoire, les sommes exigibles sont, sans qu'il soit besoin d'une demande en justice, productives jour par jour d'un intérêt calculé au taux légal en vigueur. La société dispose, contre l'actionnaire défaillant, des moyens de poursuites prévus par les textes en vigueur.

ARTICLE 12 – EMISSION DE VALEURS MOBILIERES AUTRES QUE DES ACTIONS

L'émission d'obligations est décidée ou autorisée par l'assemblée générale ordinaire.

La société peut émettre des valeurs mobilières donnant accès à son capital ou donnant droit à l'attribution de titres de créance. L'émission de ces valeurs mobilières est autorisée par l'assemblée générale extraordinaire.

Dans les conditions fixées par la loi, la société peut aussi émettre des valeurs mobilières donnant accès au capital d'une société qu'elle contrôle ou qui la contrôle.

Les actionnaires ont un droit de préférence à la souscription des valeurs mobilières donnant accès au capital, selon les modalités prévues en cas d'augmentation de capital immédiate par émission d'actions de numéraire.

A dater de l'émission de valeurs mobilières donnant accès au capital, la société doit prendre les dispositions nécessaires au maintien des droits des titulaires de ces valeurs mobilières, dans les cas et dans les conditions prévues par la loi.

ARTICLE 13 - FORME DES TITRES DE CAPITAL ET AUTRES VALEURS MOBILIERES

Les titres de capital et toutes autres valeurs mobilières pouvant être émis par la société revêtent obligatoirement la forme nominative et sont inscrits au nom de leur titulaire à un compte tenu par la société, qui peut désigner, le cas échéant, un mandataire à cet effet.

ARTICLE 14 – TRANSMISSION DES TITRES DE CAPITAL ET DES VALEURS MOBILIERES DONNANT ACCES AU CAPITAL

La transmission des titres de capital s'opère par virement de compte à compte dans les livres de la société. Seuls les titres libérés des versements exigibles peuvent être admis à cette formalité.

En cas de succession ou de liquidation de communauté de biens entre époux les transmissions de titres s'effectuent librement.

La cession de titres de capital est également libre au profit du conjoint, d'un ascendant ou d'un descendant de l'actionnaire titulaire des titres à céder. Toute autre cession, même entre actionnaires, doit être agréée par le conseil de surveillance dans les conditions et selon la procédure prévue par la loi.

Est également soumise à agrément du conseil, la transmission consentie par voie de fusion, de scission ou de dissolution après une réunion en une seule main de toutes les parts d'une personne morale actionnaire.

Si la société refuse d'agréer la cession ou la transmission, le directoire doit, dans le délai de trois mois à compter du refus, faire acquérir les titres par une ou plusieurs personnes choisies par le conseil de surveillance à un prix fixé dans les conditions prévues à l'article 1843-4 du code civil, sauf si le cédant renonce à la cession. La société peut également, avec le consentement du cédant, racheter les titres en réduisant son capital.

Si à l'expiration du délai sus-visé qui peut être éventuellement prorogé, l'achat ou le rachat n'est pas intervenu, l'actionnaire peut réaliser la cession initialement prévue.

Les dispositions ci-dessus s'appliquent également à toute cession ou transmission de valeurs mobilières donnant accès au capital qui seraient émises par la société.

ARTICLE 15 - INDIVISIBILITE DES TITRES DE CAPITAL

Les titres de capital sont indivisibles à l'égard de la société.

Les propriétaires indivis d'actions sont représentés aux assemblées générales par l'un d'eux ou par un mandataire commun de leur choix.

A défaut d'accord entre eux sur le choix d'un mandataire, celui-ci est désigné par ordonnance du président du tribunal de commerce statuant en référé à la demande du copropriétaire le plus diligent.

Le droit de vote attaché à l'action est exercé par le propriétaire des actions mises en gage.

En cas de démembrement de la propriété d'une action, le droit de vote est attribué comme suit :

lorsque l'usufruitier est bénéficiaire des dispositions de l'article 787 B du C.G.I. et qu'il fait mentionner cette qualité sur le compte où sont inscrits ses droits, le droit de vote appartient à l'usufruitier pour les décisions concernant l'affectation des résultats et au nu-propriétaire pour toutes les autres décisions.

Dans les autres cas, il appartient à l'usufruitier dans les assemblées générales ordinaires et extraordinaires, sauf dans les assemblées appelées à statuer sur le transfert du siège social hors du département ou du département limitrophe, la dissolution anticipée et la prorogation de la durée de la société et sans préjudice du droit du nu-propriétaire de participer à toutes les assemblées générales .

ARTICLE 16 - DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHES AUX ACTIONS ORDINAIRES

La possession d'une action ordinaire emporte de plein droit adhésion aux statuts et aux résolutions régulièrement adoptées par toutes les assemblées générales.

Les actionnaires ne supportent les pertes qu'à concurrence de leurs apports. Dans les assemblées, chaque action ordinaire donne droit à une voix sous réserve des exceptions prévues par la loi et, le cas échéant, par les statuts.

Chaque action ordinaire donne droit à une part proportionnelle à la quotité du capital qu'elle représente dans les bénéfices, l'actif social et le boni de liquidation.

Le cas échéant et sous réserve de prescriptions impératives, il sera fait masse entre toutes les actions ordinaires indistinctement de toutes exonérations ou imputations fiscales, comme de toutes taxations susceptibles d'être prises en charge par la société, avant de procéder à tout remboursement au cours de l'existence de la société ou à sa liquidation, de telle sorte que, compte tenu de leur valeur nominale respective, toutes les actions ordinaires reçoivent la même somme nette quelles que soient leur origine et leur date de création.

ARTICLE 17 - DIRECTOIRE - COMPOSITION

Un directoire administre et dirige la société sous le contrôle d'un conseil de surveillance. Le nombre de ses membres est fixé par le conseil de surveillance, sans pouvoir excéder le chiffre de cinq. Si un siège est vacant, le conseil de surveillance doit dans les deux mois modifier le nombre de sièges qu'il avait antérieurement fixé ou pourvoir à la vacance.

Les membres du directoire, obligatoirement personnes physiques, peuvent être choisis en dehors des actionnaires.

Nommés par le conseil de surveillance, ils peuvent être révoqués par l'assemblée générale ordinaire des actionnaires

Si la faculté offerte par la loi est applicable, les fonctions dévolues au directoire peuvent être exercées par une seule personne qui prend le titre de directeur général unique. Toutes les dispositions des présents statuts visant le directoire s'appliquent au directeur général unique, à l'exclusion de celles qui postulent la collégialité du directoire.

ARTICLE 18 - DUREE DES FONCTIONS DU DIRECTOIRE - LIMITE D'AGE

Le directoire est nommé pour une durée de 6 ans à l'expiration de laquelle il est entièrement renouvelé, nonobstant toute nomination faite dans l'intervalle pour quelque cause que ce soit par le conseil de surveillance. Les membres du directoire sont toujours rééligibles. Tout membre du directoire est réputé démissionnaire d'office lorsqu'il atteint l'âge de 75 ans.

ARTICLE 19 - PRESIDENCE DU DIRECTOIRE - DELIBERATIONS

Le conseil de surveillance confère à l'un des membres du directoire la qualité de président, mais le directoire assume en permanence la direction générale de la société.

Les réunions du directoire peuvent se tenir même en dehors du siège social. Les décisions sont prises à la majorité des voix des membres en exercice, chacun d'eux disposant d'une voix. Le vote par représentation est interdit. En cas de partage, la voix du président du directoire est prépondérante..

Le président constate les délibérations par des procès-verbaux qui sont établis sur un registre spécial et signés par lui et un autre membre.

ARTICLE 20 - POUVOIRS ET OBLIGATIONS DU DIRECTOIRE - DIRECTION GENERALE

Le directoire est investi à l'égard des tiers des pouvoirs les plus étendus pour agir en toutes circonstances au nom de la société, dans la limite de l'objet social et sous réserve de ceux expressément attribués par la loi au conseil de surveillance et aux assemblées d'actionnaires.

Dans les rapports avec les tiers, la société est engagée même par les actes du directoire qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances.

Une fois par trimestre au moins, le directoire présente un rapport au conseil de surveillance. Dans les trois mois de la clôture de chaque exercice, il lui présente, aux fins de vérification et de contrôle, les documents comptables qui doivent être soumis à l'assemblée annuelle.

Le président du directoire représente la société dans ses rapports avec les tiers. Le conseil de surveillance peut attribuer le même pouvoir de représentation à un ou plusieurs membres du directoire qui portent alors le titre de directeur général. La présidence et la direction générale peuvent être retirées à ceux qui en sont investis par décision du conseil de surveillance. Vis-à-vis des tiers tous actes engageant la société sont valablement accomplis par le président du directoire ou tout membre ayant reçu du conseil de surveillance le titre de directeur général.

Le conseil de surveillance fixe, dans la décision de nomination, le mode et le montant de la rémunération de chacun des membres du directoire.

ARTICLE 21 - CONSEIL DE SURVEILLANCE - COMPOSITION

Un conseil de surveillance exerce le contrôle permanent de la gestion de la société par le directoire. Il est composé de trois membres au moins et de dix-huit au plus ; toutefois, en cas de fusion, ce nombre de dix-huit peut être dépassé dans les conditions et limites fixées par la loi. Les membres sont nommés parmi les personnes physiques ou morales actionnaires, par l'assemblée générale ordinaire qui peut les révoquer à tout moment.

Les personnes morales nommées au conseil de surveillance sont tenues de désigner un représentant permanent qui est soumis aux mêmes conditions et obligations que s'il était membre du conseil en son nom propre. Aucun membre du conseil de surveillance ne peut faire partie du directoire. Si un membre du conseil de surveillance est nommé au directoire, son mandat au conseil prend fin dès son entrée en fonction. Si le conseil de surveillance comprend des membres liés à la société par un contrat de travail, leur nombre ne peut dépasser le tiers des membres en fonction.

ARTICLE 22 - DUREE DES FONCTIONS DES MEMBRES DU CONSEIL - LIMITE D'AGE

Les membres du conseil de surveillance sont nommés pour 6 années par l'assemblée générale ordinaire des actionnaires qui peut les révoquer à tout moment.

Le nombre des membres du conseil de surveillance ayant atteint l'âge de 75 ans ne peut dépasser le tiers des membres du conseil. Si cette limite est atteinte, le membre le plus âgé est réputé démissionnaire d'office.

ARTICLE 23 - VACANCES - COOPTATIONS - RATIFICATIONS

En cas de vacance par décès ou par démission d'un ou de plusieurs sièges, le conseil de surveillance peut, entre deux assemblées générales, procéder à des nominations à titre provisoire. Si le nombre des membres du conseil devient inférieur à trois, le directoire doit convoquer immédiatement l'assemblée générale ordinaire en vue de compléter l'effectif du conseil. Les nominations provisoires effectuées par le conseil de surveillance sont soumises à ratification de la prochaine assemblée générale ordinaire ; le membre nommé en remplacement d'un autre ne demeure en fonctions que pendant le temps restant à courir du mandat de son prédécesseur.

ARTICLE 24 - PRESIDENCE ET SECRETARIAT DU CONSEIL

Le conseil élit parmi ses membres un président et un vice-président qui convoquent le conseil et en dirigent les débats et qui exercent leurs fonctions pendant la durée du mandat du conseil de surveillance. Le président et le vice-président sont des personnes physiques. Le conseil détermine, s'il l'entend, leur rémunération. Le conseil peut nommer à chaque séance un secrétaire qui peut être choisi en dehors des actionnaires.

ARTICLE 25 - DELIBERATIONS DU CONSEIL - PROCES-VERBAUX

Le conseil de surveillance se réunit aussi souvent que l'intérêt de la société l'exige. Le président doit convoquer le conseil à une date qui ne peut être postérieure à quinze jours, lorsqu'un membre au moins du directoire ou le tiers au moins des membres du conseil de surveillance lui présentent une demande motivée en ce sens. Si la demande est restée sans suite, ses auteurs peuvent procéder eux-mêmes à la convocation en indiquant l'ordre du jour de la séance. Hors cecas, l'ordre du jour est arrêté par le président et peut n'être fixé qu'au moment de la réunion. Les réunions doivent se tenir au siège social. Elles peuvent toutefois se tenir en tout autre local ou localité, mais du consentement de la moitié au moins des membres en exercice.

La présence de la moitié au moins des membres du conseil est nécessaire pour la validité des délibérations. Le règlement intérieur peut prévoir que sont réputés présents pour le calcul du quorum et de la majorité les membres du conseil de surveillance qui participent à la réunion par des moyens de visioconférence dans les limites et sous les conditions fixées par la législation et la réglementation en vigueur.

Les décisions sont prises à la majorité des voix des membres présents ou représentés, chaque membre présent ou représenté disposant d'une voix et chaque membre présent ne pouvant disposer que d'un seul pouvoir. La voix du président de séance est prépondérante en cas de partage. Si le conseil est composé de moins de cinq membres et que deux membres seulement assistent à la séance, les décisions doivent être prises à l'unanimité.

Les délibérations du conseil de surveillance sont constatées par des procès-verbaux établis sur un registre spécial ou sur des feuilles mobiles dans les conditions fixées par les dispositions en vigueur.

ARTICLE 26 - MISSION ET POUVOIRS DU CONSEIL DE SURVEILLANCE

Le conseil de surveillance exerce le contrôle permanent de la gestion de la société par le directoire. A toute époque de l'année, il opère les vérifications et les contrôles qu'il juge opportuns et peut se faire communiquer les documents qu'il estime utiles à l'accomplissement de sa mission. Il autorise le directoire, dans les conditions et limites fixées par les textes en vigueur, à donner des cautions, avals ou garanties au nom de la société, à céder des immeubles par nature, à céder totalement ou partiellement des participations et à constituer des sûretés.

ARTICLE 27 - SIGNATURE SOCIALE

Les actes concernant la société sont signés, soit par l'un des membres du directoire, soit encore par tous fondés de pouvoirs habilités à cet effet. Les actes décidés par le conseil peuvent être également signés par un mandataire spécial du conseil.

ARTICLE 28 - REMUNERATION DES MEMBRES DU CONSEIL DE SURVEILLANCE

L'assemblée générale peut allouer aux membres du conseil de surveillance en rémunération de leur activité, à titre de jetons de présence, une somme fixe annuelle que cette assemblée détermine sans être liée par des décisions antérieures. Le montant de celle-ci est porté aux charges d'exploitation et demeure maintenu jusqu'à décision contraire. Le conseil de surveillance répartit entre ses membres la somme globale allouée à ses membres sous forme de jetons de présence.

ARTICLE 29 - CONVENTIONS ENTRE LA SOCIETE ET UN MEMBRE DU DIRECTOIRE, UN MEMBRE DU CONSEIL DE SURVEILLANCE OU UN ACTIONNAIRE

Toute convention intervenant entre la société et l'un des membres du directoire ou du conseil de surveillance, un actionnaire disposant d'une fraction des droits de vote supérieure à dix pour cent (10 %) ou, s'il s'agit d'une société actionnaire, la société la contrôlant, doit être soumise à la procédure d'autorisation, de vérification et d'approbation prévue par la loi. Il en est de même des conventions auxquelles l'une de ces personnes est indirectement intéressée ou dans lesquelles elle traite avec la société par personne interposée. Sont également soumises à cette procédure les conventions intervenant entre la société et une entreprise, si l'un des membres du directoire ou du conseil de surveillance est propriétaire, associé indéfiniment responsable, gérant, administrateur, membre du conseil de surveillance ou, de façon générale, dirigeant de cette entreprise.

Les dispositions qui précèdent ne sont pas applicables aux conventions portant sur des opérations courantes et conclues à des conditions normales. Cependant, ces conventions, sauf lorsqu'en raison de leur objet ou de leurs implications financières, elles ne sont significatives pour aucune des parties, sont communiquées par l'intéressé au président du conseil de surveillance. La liste et l'objet desdites conventions sont communiqués par le président aux membres du conseil de surveillance et aux commissaires aux comptes.

A peine de nullité du contrat, il est interdit aux membres du directoire et aux membres du conseil de surveillance autres que les personnes morales de contracter, sous quelque forme que ce soit, des emprunts auprès de la société, de se faire consentir par elle un découvert, en compte courant ou autrement, ainsi que de faire cautionner ou avaliser par elle leurs engagements envers les tiers. La même interdiction s'applique aux représentants permanents des personnes morales membres du conseil de surveillance.

Elle s'applique également aux conjoints, ascendants et descendants des personnes visées au présent paragraphe ainsi qu'à toute personne interposée.

ARTICLE 30 - COMMISSAIRES AUX COMPTES

Le contrôle est exercé par un ou plusieurs commissaires aux comptes qui sont désignés et exercent leurs fonctions dans les conditions prévues par la loi. Les commissaires ont droit, pour chaque exercice, à des honoraires déterminés conformément à la réglementation en vigueur. En dehors des missions spéciales que leur confère la loi, les commissaires aux comptes procèdent à la certification des comptes annuels telle qu'elle est prévue par les textes en vigueur. Ils s'assurent aussi que l'égalité a été respectée entre les actionnaires.

Les commissaires sont convoqués par lettre recommandée avec demande d'avis de réception à toutes les réunions du directoire ou du conseil de surveillance au cours desquelles sont examinés ou arrêtés les comptes annuels ou intermédiaires ainsi qu'à toutes assemblées d'actionnaires.

Ils peuvent en outre être convoqués de la même manière à toute autre réunion du directoire ou à toute réunion du conseil de surveillance. Ils sont convoqués trois jours au moins à l'avance s'il s'agit du directoire et en même temps que les intéressés dans tous les autres cas.

ARTICLE 31 - EXPERTISE JUDICIAIRE

Un ou plusieurs actionnaires représentant au moins cinq pour cent (5 %) du capital social peuvent, soit individuellement, soit en se groupant, poser par écrit des questions au directoire sur une ou plusieurs opérations de gestion de la sociétéainsi que, le cas échéant, des sociétés qu'elle contrôle.

A défaut de réponse ou à défaut de communication d'éléments de réponse satisfaisants, ces actionnaires peuvent demander en justice ladésignation d'un ou plusieurs experts chargés de présenter un rapport sur une ou plusieurs opérations de gestion.

ARTICLE 32 - NATURE DES ASSEMBLEES

Les assemblées d'actionnaires sont qualifiées d'ordinaires, d'extraordinaires ou d'assemblées spéciales. Les assemblées extraordinaires sont celles appelées à délibérer sur toutes modifications des statuts. Les assemblées spéciales réunissent les titulaires d'actions d'une catégorie déterminée pour statuer en particulier sur toute modification des droits des actions de cette catégorie.

Toutes les autres assemblées sont des assemblées ordinaires. Les assemblées générales des titulaires des valeurs mobilières donnant accès aucapital sont notamment appelées à autoriser toutes modifications du contrat d'émission et à statuer sur toutes décisions touchant aux conditions de souscription ou d'attribution des titres de capital déterminées au moment de l'émission.

Elles sont convoquées et délibèrent dans les conditions fixées par la loi.

ARTICLE 33 - ORGANE DE CONVOCATION - LIEU DE REUNION DES ASSEMBLEES D'ACTIONNAIRES

Les assemblées d'actionnaires sont convoquées par le directoire. A défaut, elles peuvent l'être par les personnes désignées par la loi notamment par le conseil de surveillance, par le ou les commissaires aux comptes, par un mandataire désigné par le président du tribunal de commerce statuant en référé à la demande d'actionnaires représentant au moins cinq pour cent (5 %) du capital social ou, s'agissant d'une assemblée spéciale, le dixième des actions de la catégorie intéressée.

Les assemblées d'actionnaires sont réunies au siège social ou en tout autre lieu indiqué dans la convocation.

ARTICLE 34 - FORMES ET DELAIS DE CONVOCATION DES ASSEMBLEES D'ACTIONNAIRES

Les assemblées sont convoquées par un avis inséré dans un journal habilité à recevoir les annonces légales dans le département du siège social. Cette insertion peut être remplacée par une convocation faite aux frais de la société par lettre simple ou recommandée adressée à chaque actionnaire ou encore par un moyen électronique de télécommunication mis en œuvre dans les conditions fixées par les règlements en vigueur.

Les titulaires d'actions depuis un mois au moins à la date de l'insertion de l'avis de convocation, si ce mode est utilisé, sont convoqués par lettre ordinaire ; ils peuvent demander à recevoir cette convocation par lettre recommandée, s'ils adressent à la société le montant des frais de recommandation ou encore par un moyen électronique de télécommunication mis en œuvre dans les conditions fixées par les règlements en vigueur.

Les mêmes droits appartiennent à tous les copropriétaires d'actions indivises inscrits à ce titre dans le délai prévu à l'alinéa précédent. En cas de démembrement de la propriété de l'action, ils appartiennent au nu-propriétaire et à l'usufruitier s'il est titulaire du droit de vote.
Lorsqu'une assemblée n'a pu délibérer régulièrement, faute du quorum requis, la deuxième assemblée est convoquée dans les mêmes formes que la première et l'avis de convocation rappelle la date de celle-ci. Il en est de même pour la convocation d'une assemblée prorogée conformément à la loi.

Le délai entre la date, soit de l'insertion contenant l'avis de convocation soit de l'envoi de celui-ci et la date de l'assemblée est au moins de quinze jours sur première convocation et de six jours sur convocation suivante.

ARTICLE 35 - ORDRE DU JOUR DES ASSEMBLEES GENERALES D'ACTIONNAIRES

L'ordre du jour de l'assemblée est arrêté par l'auteur de la convocation ou par l'ordonnance judiciaire désignant le mandataire chargé de la convoquer. Un ou plusieurs actionnaires représentant la quotité du capital requise par les dispositions légales et réglementaires ont la faculté de requérir l'inscription de projets de résolutions à l'ordre du jour de l'assemblée. Celle-ci ne peut délibérer sur une question qui n'est pas inscrite à l'ordre du jour, lequel ne peut être modifié sur deuxième convocation. Elle peut, toutefois, en toutes circonstances révoquer un ou plusieurs membres du conseil de surveillance et procéder à leur remplacement.

ARTICLE 36 - ADMISSION AUX ASSEMBLEES GENERALES D'ACTIONNAIRES

Tout actionnaire a le droit de participer aux assemblées générales et, le cas échéant, aux assemblées spéciales ou de s'y faire représenter, quel que soit le nombre de ses actions, dès lors que ses titres sont libérés des versements exigibles et inscrits à son nom depuis cinq jours au moins avant la date de la réunion. Le directoire peut réduire ce délai par voie de mesure générale bénéficiant à tous les actionnaires.

Sont réputés présents pour le calcul du quorum et de la majorité, les actionnaires qui participent à l'assemblée par visioconférence ou par des moyens de télécommunication permettant leur identification et conformes à la réglementation en vigueur, lorsque le directoire décide l'utilisation de tels moyens de participation, antérieurement à la convocation de l'assemblée générale.

ARTICLE 37 - REPRESENTATION DES ACTIONNAIRES - VOTE PAR CORRESPONDANCE

Tout actionnaire peut se faire représenter par un autre actionnaire ou par son conjoint. Le mandat est donné pour une seule assemblée ; il peut l'être pour deux assemblées, l'une ordinaire, l'autre extraordinaire, si elles sont tenues le même jour ou dans un délai de quinze jours. Il vaut pour les assemblées successives convoquées avec le même ordre du jour.
Tout actionnaire peut voter par correspondance au moyen d'un formulaire et dont il n'est tenu compte que s'il est reçu par la société trois jours au moins avant la réunion de l'assemblée.

Ce formulaire peut, le cas échéant, figurer sur le même document que la formule de procuration.

La société est tenue de joindre à toute formule de procuration et de vote par correspondance qu'elle adresse aux actionnaires les renseignements prévus par les textes en vigueur.

ARTICLE 38 - TENUE DES ASSEMBLEES GENERALES D'ACTIONNAIRES - BUREAU

L'assemblée est présidée par le président du conseil de surveillance ou en son absence par le vice-président.

A défaut, elle élit elle-même son président. En cas de convocation par les commissaires aux comptes, par un mandataire de justice ou par les liquidateurs, l'assemblée est présidée par celui ou par l'un de ceux qui l'ont convoquée. Les deux membres de l'assemblée présents et acceptants qui disposent du plus grand nombre de voix remplissent les fonctions de scrutateurs. Le bureau ainsi constitué désigne un secrétaire de séance qui peut être pris en dehors des membres de l'assemblée.

A chaque assemblée, est tenue une feuille de présence dont les mentions sont déterminées par les textes en vigueur. Elle est émargée par les actionnaires présents et les mandataires et certifiée exacte par les membres du bureau. Elle est déposée au siège social et doit être communiquée à tout actionnaire le requérant.

Le bureau assure le fonctionnement de l'assemblée, mais ses décisions peuvent, à la demande de tout membre de l'assemblée, être soumises au vote souverain de l'assemblée elle-même.

ARTICLE 39 - VOTE

Le droit de vote attaché aux actions ordinaires est proportionnel à la quotité du capital qu'elles représentent et chaque action donne droit à une voix au moins.

Les votes s'expriment soit à main levée soit par appel nominal. Il peut être procédé à un scrutin secret dont l'assemblée fixera alors les modalités qu'à la demande de membres représentant, par eux-mêmes ou comme mandataires, la majorité requise pour le vote de la résolution en cause.

Dans certains cas, la loi prive du droit de vote des actionnaires, dont les titres ne sont alors pas pris en compte pour le calcul du quorum et de la majorité.

Il en est ainsi notamment de l'apporteur en nature, du bénéficiaire d'un avantage particulier ou du droit de souscription lorsque l'assemblée délibère, selon le cas, sur l'approbation d'un apport en nature, l'octroi d'un avantage particulier ou la réservation du droit de souscription aux titres représentant une augmentation de capital.

ARTICLE 40 - EFFETS DES DELIBERATIONS DES ASSEMBLEES D'ACTIONNAIRES

Les délibérations des assemblées d'actionnaires prises conformément à la loi et aux statuts obligent tous les actionnaires, même les absents, dissidents ou incapables. Toutefois, dans le cas où des décisions de l'assemblée générale portent atteinte aux droits d'une catégorie d'actions, ces décisions ne deviennent définitives qu'après leur ratification par une assemblée spéciale des actionnaires dont les droits sont modifiés.

ARTICLE 41 - PROCES-VERBAUX

Les délibérations des assemblées sont constatées par des procès-verbaux établis dans les conditions prévues par les textes en vigueur. Les copies ou extraits de ces procès-verbaux sont valablement certifiés par le président ou le vice-président du conseil de surveillance ou par un membre du directoire. Ils peuvent être également certifiés par le secrétaire de l'assemblée. En cas de liquidation de la société, ils sont valablement certifiés par un seul liquidateur.

ARTICLE 42 - OBJET ET TENUE DES ASSEMBLEES GENERALES ORDINAIRES

L'assemblée générale ordinaire prend toutes les décisions excédant les pouvoirs du directoire et du conseil de surveillance et qui ne relèvent pas de la compétence de l'assemblée générale extraordinaire.

Elle est réunie au moins une fois par an, dans les six mois de la clôture de l'exercice, pour statuer sur toutes les questions relatives aux comptes de l'exercice ; ce délai peut être prolongé à la demande du directoire par ordonnance du président du tribunal de commerce statuant sur requête.

ARTICLE 43 - QUORUM ET MAJORITE DES ASSEMBLEES GENERALES ORDINAIRES

L'assemblée générale ordinaire ne délibère valablement, sur première convocation, que si les actionnaires présents, votant par correspondance ou représentés possèdent au moins le quart des actions ayant le droit de vote. Sur deuxième convocation, aucun quorum n'est requis. Elle statue à la majorité des voix dont disposent les actionnaires présents, votant par correspondance ou représentés.

ARTICLE 44 - OBJET ET TENUE DES ASSEMBLEES GENERALES EXTRAORDINAIRES

L'assemblée générale extraordinaire est seule habilitée à modifier les statuts dans toutes leurs dispositions.

Elle ne peut toutefois augmenter les engagements des actionnaires, sauf à l'occasion d'un regroupement d'actions régulièrement effectué ou pour la négociation de "rompus" en cas d'opérations telles que les augmentations ou réductions de capital.

Elle ne peut non plus changer la nationalité de la société, sauf si le pays d'accueil a conclu avec la France une convention spéciale permettant d'acquérir sa nationalité et de transférer le siège social sur son territoire, et conservant à la société sa personnalité juridique.

Par dérogation à la compétence exclusive de l'assemblée extraordinaire pour toutes modifications des statuts, les modifications aux clauses relatives au montant du capital social et au nombre des actions qui le représentent, dans la mesure où ces modifications correspondent matériellement au résultat d'une augmentation, d'une réduction ou d'un amortissement du capital, peuvent être apportées par le directoire.

ARTICLE 45 - QUORUM ET MAJORITE DES ASSEMBLEES GENERALES EXTRAORDINAIRES

Sous réserve des dérogations prévues pour certaines augmentations du capital et transformations, l'assemblée générale extraordinaire ne délibère valablement que si les actionnaires présents, votant par correspondance ou représentés possèdent au moins, sur première convocation, le tiers et, sur deuxième convocation, le quart des actions ayant le droit de vote.

A défaut de ce dernier quorum, la deuxième assemblée peut être prorogée à une date postérieure de deux mois au plus à celle à laquelle elle avait été convoquée. Sous ces mêmes réserves, elle statue à la majorité des deux tiers des voix dont disposent les actionnaires présents, votant par correspondance ou représentés.

ARTICLE 46 - ASSEMBLEES SPECIALES

Les assemblées spéciales ne délibèrent valablement que si les actionnaires présents, votant par correspondance ou représentés possèdent au moins sur première convocation la moitié et sur deuxième convocation le quart des actions ayant le droit de vote et dont il est envisagé de modifier les droits. A défaut de ce dernier quorum, la deuxième assemblée peut être prorogée à une date postérieure de deux mois au plus à celle à laquelle elle avait été convoquée. Ces assemblées statuent à la majorité des deux tiers des voix dont disposent les actionnaires présents, votant par correspondance ou représentés

ARTICLE 47 - DROIT DE COMMUNICATION DES ACTIONNAIRES - QUESTIONS ECRITES

Les actionnaires ont un droit de communication, temporaire ou permanent selon son objet, dans les conditions fixées par les dispositions légales et réglementaires en vigueur qui leur assurent l'information nécessaire à la connaissance de la situation de la société et, le cas échéant, à l'exercice de l'ensemble de leurs droits.

A l'occasion de l'assemblée générale annuelle, le droit de communication porte notamment sur les comptes annuels, le rapport de gestion, les rapports du commissaire aux comptes, les projets de résolution.

A compter du jour où il peut exercer son droit de communication préalable à toute assemblée générale, chaque actionnaire a la faculté de poser, par écrit, des questions auxquelles le directoire sera tenu de répondre au cours de la réunion.

ARTICLE 48 - ANNEE SOCIALE

L'année sociale commence le 1er octobre et finit le 30 septembre.

ARTICLE 49 - COMPTES SOCIAUX

A la clôture de chaque exercice, le directoire établit les comptes annuels prévus par les dispositions légales, au vu de l'inventaire qu'il a dressé des divers éléments de l'actif et du passif existant à cette date.

Il établit également un rapport de gestion sur lequel le conseil de surveillance présente ses observations dans son propre rapport sur les comptes de l'exercice. Ces documents comptables et le rapport de gestion sont mis à la disposition des commissaires aux comptes dans les conditions déterminées par les dispositions en vigueur et présentés à l'assemblée annuelle par le directoire.

Les comptes annuels doivent être établis chaque année selon les mêmes formes et les mêmes méthodes d'évaluation que les années précédentes. Si des modifications interviennent, elles sont signalées, décrites et justifiées dans les conditions prévues par les dispositions légales applicables aux sociétés.

Des comptes consolidés et un rapport de gestion du groupe sont également établis à la diligence du directoire et présentés à l'assemblée annuelle, si la société remplit les conditions exigées pour l'établissement obligatoire de ces comptes.

L'assemblée générale statue sur les comptes annuels et, le cas échéant, sur les comptes consolidés.

ARTICLE 50 - AFFECTATION ET REPARTITION DU BENEFICE

La différence entre les produits et les charges de l'exercice constitue bénéfice ou la perte de l'exercice.

Sur le bénéfice diminué, le cas échéant, des pertes antérieures, il est prélevé cinq pour cent pour constituer le fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le fonds de réserve a atteint une somme égale au dixième du capital social. Il reprend son cours lorsque, pour une cause quelconque, la réserve est descendue au-dessous de ce dixième.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice diminué des pertes antérieures et du prélèvement prévu ci-dessus et augmenté des reports bénéficiaires.

Ce bénéfice est à la disposition de l'assemblée générale qui, sur proposition du directoire, peut, en tout ou en partie, le reporter à nouveau, l'affecter à des fonds de réserve généraux ou spéciaux, ou le distribuer aux actionnaires à titre de dividende.

En outre, l'assemblée peut décider la mise en distribution de sommes prélevées sur les réserves dont elle a la disposition ; en ce cas, la décision indique expressément les postes de réserves sur lesquels les prélèvements sont effectués. Toutefois, le dividende est prélevé par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice.

L'écart de réévaluation n'est pas distribuable ; il peut être incorporé en tout ou partie au capital.

L'assemblée a la faculté d'accorder à chaque actionnaire pour tout ou partie du dividende ou des acomptes sur dividende mis en distribution une option entre le paiement, en numéraire ou en actions, des dividendes ou des acomptes sur dividende.

ARTICLE 51 - PAIEMENT DU DIVIDENDE

Le paiement du dividende se fait annuellement à l'époque et aux lieux fixés par l'assemblée générale ou, à défaut, par le directoire. La mise en paiement du dividende doit avoir lieu dans le délai maximal de neuf mois à compter de la clôture de l'exercice, sauf prolongation par ordonnance du président du tribunal de commerce statuant sur requête à la demande du directoire.

ARTICLE 52 - TRANSFORMATION - PROROGATION

La société peut se transformer en société d'une autre forme dans les conditions et suivant les formalités prévues par les dispositions en vigueur pour la forme nouvelle adoptée. Un an au moins avant la date d'expiration de la société, le directoire doit provoquer une réunion de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires, à l'effet de décider si la société doit être prorogée.

ARTICLE 53 - PERTE DU CAPITAL - DISSOLUTION

Si les pertes constatées dans les documents comptables ont pour effet d'entamer le capital dans la proportion fixée par les dispositions légales, le directoire est tenu de suivre, dans les délais impartis, la procédure s'appliquant à cette situation et, en premier lieu, de convoquer l'assemblée générale extraordinaire à l'effet de décider s'il y a lieu à dissolution anticipée de la société. La décision de l'assemblée est publiée.

La dissolution anticipée peut aussi résulter, même en l'absence de pertes, d'une décision de l'assemblée extraordinaire des actionnaires.

ARTICLE 54 - LIQUIDATION

Dès l'instant de sa dissolution, la société est en liquidation sauf dans les cas prévus par dispositions légales.

La dissolution met fin aux fonctions du directoire et du conseil de surveillance sauf, à l'égard des tiers, par l'accomplissement des formalités de publicité.

Elle ne met pas fin au mandat des commissaires aux comptes.

Les actionnaires réunis en assemblée générale ordinaire nomment un ou plusieurs liquidateurs dont ils déterminent les fonctions et fixent la rémunération.

Le ou les liquidateurs sont révoqués et remplacés selon les formes prévues pour leur nomination. Leur mandat leur est, sauf stipulation contraire, donné pour toute la durée de la liquidation.

Le directoire doit remettre ses comptes aux liquidateurs avec toutes pièces justificatives en vue de leur approbation par une assemblée générale ordinaire des actionnaires.

Tout l'actif social est réalisé et le passif acquitté par le ou les liquidateurs qui ont à cet effet les pouvoirs les plus étendus et qui, s'ils sont plusieurs, ont le droit d'agir ensemble ou séparément.

Pendant toute la durée de la liquidation, les liquidateurs doivent réunir les actionnaires chaque année en assemblée ordinaire dans les mêmes délais, formes et conditions que durant la vie sociale. Ils réunissent en outre les actionnaires en assemblées ordinaires ou extraordinaires chaque fois qu'ils le jugent utile ou nécessaire.

Les actionnaires peuvent prendre communication des documents sociaux, dans les mêmes conditions qu'antérieurement.

En fin de liquidation, les actionnaires réunis en assemblée générale ordinaire statuent sur le compte définitif de liquidation, le quitus de la gestion du ou des liquidateurs et la décharge de leur mandat.

Ils constatent dans les mêmes conditions la clôture de la liquidation.

Si les liquidateurs et commissaires négligent de convoquer l'assemblée, le président du tribunal de commerce, statuant par ordonnance de référé, peut, à la demande de tout actionnaire, désigner un mandataire pour procéder à cette convocation.

Si l'assemblée de clôture ne peut délibérer ou si elle refuse d'approuver les comptes de liquidation, il est statué par décision du tribunal de commerce, à la demande du liquidateur ou de tout intéressé.

L'actif net, après remboursement du nominal des actions, est partagé également entre toutes les actions.

ARTICLE 55 - FUSION - SCISSION - APPORT PARTIEL D'ACTIF

L'assemblée générale extraordinaire des actionnaires peut accepter la transmission de patrimoine effectuée à la société par une ou plusieurs autres sociétés à titre de fusion ou de scission.

Elle peut pareillement, transmettre son patrimoine par voie de fusion ou de scission ; cette possibilité lui est ouverte même au cours de sa liquidation, à condition que la répartition de ses actifs entre les actionnaires n'ait pas fait l'objet d'un début d'exécution.

De même, la société peut apporter une partie de son actif à une autre société ou bénéficier de l'apport d'une partie de l'actif dune autre société.

ARTICLE 56 - CONTESTATIONS

En cours de vie sociale comme pendant la liquidation, toutes contestations, soit entre les actionnaires, les membres du directoire et du conseil de surveillance et la société, soit entre les actionnaires eux-mêmes, au sujet des affaires sociales relativement à l'interprétation ou à l'exécution des clauses statutaires sont jugées conformément aux textes en vigueur et soumises à la juridiction compétente.

POUR COPIE CERTIFIEE CONFORME,
LE PRESIDENT DU DIRECTOIRE

